

STRATÉGIE DE L'INITIATIVE 2020-2022

ACCÈS À LA SANTÉ POUR TOUTES ET TOUS
ET ÉLIMINATION DES PANDÉMIES DE VIH-SIDA,
DE TUBERCULOSE ET DE PALUDISME





Sommaire

- 3** Avant-propos
- 4** L'Initiative
- 7** Le contexte actuel
 - VIH-Sida
 - Tuberculose
 - Paludisme
- 11** Vision, mission et valeurs
 - Vision, mission
 - Valeurs
- 14** Les piliers stratégiques
- 19** Perspectives opérationnelles
- 24** Cadre de performance
- 29** Index des sigles et acronymes
- 30** Contacts

Avant-propos

Cette stratégie est le fruit d'une mobilisation de l'équipe de L'Initiative et des membres du comité de pilotage. Ponctuellement, des appuis ont été sollicités à l'extérieur de la gouvernance ou de l'équipe de L'Initiative ; elle a fait l'objet de nombreuses discussions notamment auprès de partenaires (Gates Foundation, GIZ, etc.) et a été présentée au Fonds mondial bien en amont de son adoption.

L'Initiative 5 % est née en décembre 2011. Il s'agit d'une facilité destinée, par un choix politique français, à mobiliser les énergies autour des objectifs et des activités financées par le Fonds mondial. Il existe donc, intrinsèquement, un attachement à servir les pays, à servir les populations frappées par les épidémies de VIH, de tuberculose et de paludisme, mais aussi à servir le Fonds mondial. **En 2020, son nom évolue et elle devient : L'Initiative.**

« **Aucun retard n'est tolérable dans la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Car tout retard se traduit par de nouvelles infections et toujours plus de morts.** »

le plus fort. Cela s'explique par le focus géographique de l'aide publique au développement française, et également par une attention particulière à la notion d'égalité dans l'accès aux services de santé.

En complément des investissements de la communauté internationale, via le Fonds mondial, Expertise France met en œuvre une palette d'appuis coordonnés et de plus en plus intenses.

Cette facilité a l'ambition de mobiliser les compétences et les moyens nécessaires au recul des maladies et au renforcement des systèmes pour la santé. Aujourd'hui, avec cette nouvelle stratégie, il s'agit de mettre L'Initiative en ordre de bataille pour intensifier ce travail, là où les défis sont les plus forts. Ce dernier point présente une complémentarité forte avec l'approche du Fonds mondial, qui concentre traditionnellement ses appuis et ses forces là où l'impact sera

L'Initiative se prévaut, à juste titre, de réagir rapidement aux besoins des pays pour améliorer leur accès aux financements du Fonds mondial et pour améliorer l'efficacité dans la mise en œuvre des subventions. Mais il convient d'être prêt à relever les défis des années à venir. Peu à peu se dessine une évolution de nos modalités d'intervention pour renforcer les dispositifs d'appui technique et planifier l'assistance technique, et ce au-delà du court terme. Parallèlement, L'Initiative soutient des ONG, des instituts de recherche, des programmes nationaux, etc. L'objectif est d'encourager des expérimentations, des approches innovantes, des projets pilotes qui ont vocation à changer les pratiques, la manière de travailler, ou bien à faire évoluer les politiques de santé dans les pays.

Les activités de L'Initiative visent à inscrire l'assistance technique dans la durée nécessaire et dans une approche fine, individualisée, pays par pays, organisme par organisme. Co-construire pour fournir une opportunité de renforcement des compétences est une obligation ; rien de durable n'est possible si le travail quotidien se fait en substitution.

Enfin, notre attachement à des services de santé de qualité, avec une priorité pour des soins de santé primaire mieux intégrés et proches des populations, est réaffirmé. De même, le processus de transition vis-à-vis du Fonds mondial, pour maintenir et poursuivre les progrès réalisés au cours des dernières années, nous oblige à une attention particulière.

Eric Fleutelot, Directeur technique, pôle grandes pandémies, département santé



L'Initiative

Après avoir accompagné la création du Fonds mondial en 2002, la France en est aujourd'hui l'un des principaux soutiens. Elle est le deuxième pays contributeur historique et le premier contributeur au sein de l'Union Européenne. La France apporte un soutien politique constant au Fonds mondial, en contribuant à faire vivre les valeurs fondatrices qui sont au cœur de ses interventions : importance du rôle des communautés affectées et de la société civile, interventions dans les pays fragiles, soutien des populations clés, approche par les droits humains et basée sur des données scientifiques.

La France a également accueilli la 6^e conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial en octobre 2019, qui a réuni avec succès plus de 14 milliards USD nécessaires au financement du cycle 2020-2022. La France a décidé d'allouer depuis décembre 2011 une part de sa contribution à l'appui et au renforcement des capacités des pays récipiendaires éligibles notamment francophones.

Ce mécanisme a été mis en place en réponse aux difficultés rencontrées par ces pays pour accéder aux subventions du FM et pour assurer la mise en œuvre efficiente des financements reçus et parvenir à l'objectif d'élimination de ces pandémies d'ici à 2030. Ces difficultés ont été récemment mieux décrites par le rapport consultatif du bureau de l'Inspecteur général du Fonds mondial sur l'Afrique de l'Ouest et du centre.

Cette modalité de contribution indirecte avait pris le nom d'Initiative 5%, car conçue initialement comme équivalente à 5% de la contribution française au FM. Fort de son succès, le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) a fixé en 2016 la part dédiée à cette facilité à 7 % en moyenne de la contribution française au FM sur le triennum 2017-2019 (5 % en 2017, 7 % en 2018 et 9 % en 2019).

L'Initiative s'inscrit dans le cadre de la stratégie 2017-2022 du Fonds mondial et en cohérence avec la « Stratégie de la France en santé mondiale 2017-2021 ». Le MEAE en assure la tutelle et sa gestion est déléguée à Expertise France (EF), agence française d'expertise technique internationale. Des termes de référence, fixant le montant de la dotation annuelle du MEAE et les grands principes de gouvernance et de relations entre EF et sa tutelle, ont été signés le 7 février 2020 pour les années 2020, 2021 et 2022.

La France a choisi de maintenir la part dédiée à ce dispositif à 9 % de la contribution française au FM au cours du triennum 2020-2022. Elle s'appelle dorénavant L'Initiative.



POUR EN SAVOIR PLUS :
<https://bit.ly/3hXi7nD>

 **Le Fonds mondial**



Gouvernance de L'Initiative

L'Initiative est pilotée par un Comité de pilotage (Copil).

Le rôle du Copil est d'étudier et d'émettre un avis sur les demandes de missions d'expertise, de définir les thématiques des appels à projets, d'étudier et d'émettre un avis sur les projets soumis et valider la sélection finale des projets financés, de définir les modalités et les opportunités de recours au canal Pilote.

Le Copil assure également une mission stratégique, en définissant les orientations stratégiques de L'Initiative et propose les évolutions nécessaires à l'atteinte de ses objectifs, dans le cadre de la stratégie définie par le Copil et par le MEAE. Enfin, il assure un suivi global de la mise en œuvre des activités de L'Initiative à travers des bilans périodiques, des analyses stratégiques et des retours d'expérience sur des sujets et missions identifiés sur proposition d'Expertise France ou à la demande du Comité.

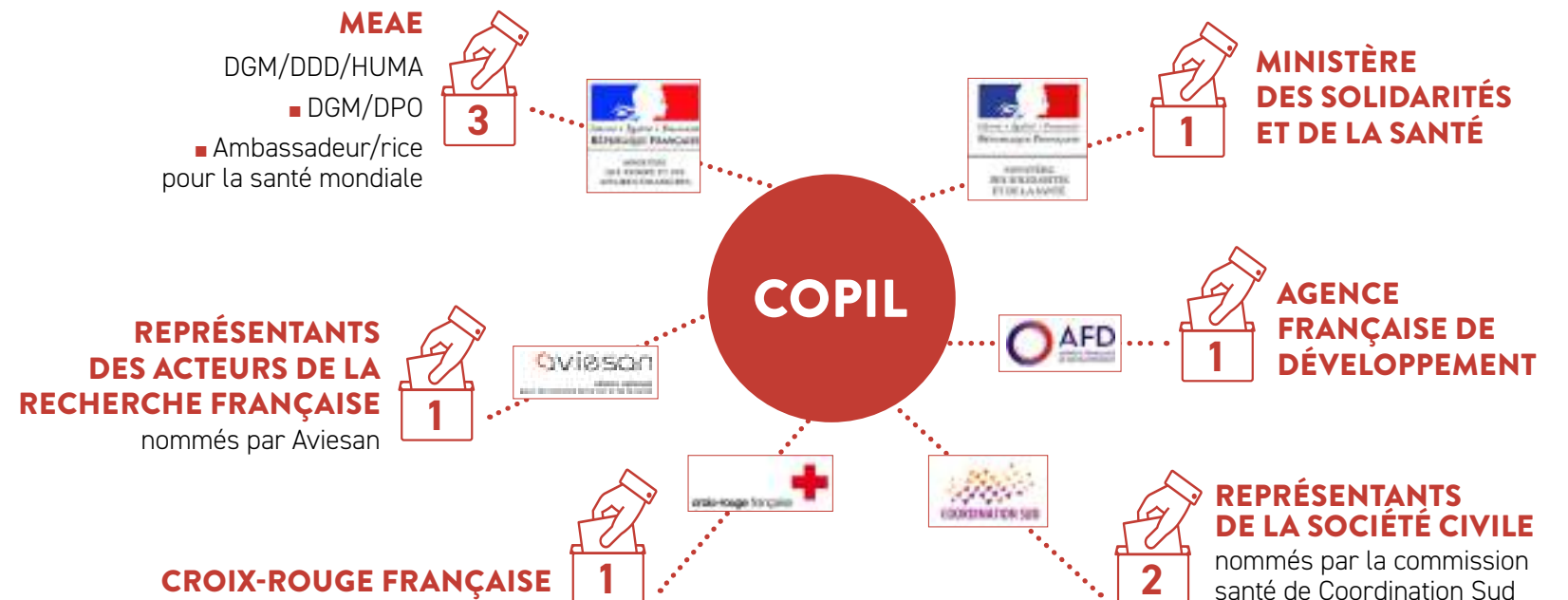
Le Comité de pilotage est présidé par la sous-direction du développement humain du Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères (DGM/DDD/HUMA). La composition du Comité de pilotage et son éventuel ajustement relèvent de la décision du MEAE. Les modalités de fonctionnement et l'organisation du comité de pilotage sont prévues dans les termes de référence signés entre le MEAE et Expertise France.



POUR EN SAVOIR PLUS :

<https://www.initiative5pour100.fr/notre-gouvernance>

MEMBRES VOTANTS DU COMITÉ DE PILOTAGE



L'Équipe France est constituée de l'ensemble des acteurs français de la santé mondiale, de façon inclusive et ouverte. Elle comprend les acteurs publics institutionnels et leurs réseaux à l'étranger, les agences de l'État, le monde universitaire et de la recherche scientifique et médicale, les organisations de la société civile et/ou à but non lucratif, le monde confessionnel et le secteur privé. Elle tend à inclure les partenariats internationaux dans lesquels la France est partie prenante. « Équipe France » est une terminologie mobilisatrice autorisant toutes les synergies potentielles dans l'objectif de l'atteinte de l'ODD 3 (Bonne santé et bien-être).

Objectifs de développement durable

Cette stratégie contribue à la réalisation des Objectifs de développement durable de plusieurs manières, dont certaines sont décrites ci-dessous :



1 ÉLIMINER LA PAUVRETÉ SOUS TOUTES SES FORMES ET PARTOUT DANS LE MONDE

Les soutiens, notamment via les projets financés, de L'Initiative contribueront à alléger sous plusieurs formes la charge financière que font peser les trois maladies sur les individus et les États, dégageant ainsi des ressources qui pourront être consacrées à d'autres facteurs de résultats déterminants dans le domaine de la santé.



3 PERMETTRE À TOUS DE VIVRE EN BONNE SANTÉ ET PROMOUVOIR LE BIEN-ÊTRE DE TOUS À TOUT ÂGE

Les acteurs dans les pays utiliseront les financements et l'assistance technique de L'Initiative pour prévenir et dépister les trois maladies, et pour mettre en place des systèmes, à tous les niveaux, visant à améliorer la santé et le bien-être de leurs populations. L'écosystème du Fonds mondial est plus fort, contribuant directement à la cible 3.3.



5 PARVENIR À L'ÉGALITÉ DES SEXES ET AUTONOMISER TOUTES LES FEMMES ET LES FILLES

L'Initiative soutiendra des programmes de santé à destination des femmes, des adolescentes et des filles, y compris via des missions d'assistance technique incluant une approche genre visant à accroître le pouvoir décisionnel des femmes. De plus, des programmes visant les minorités sexuelles et de genre sont soutenus par L'Initiative.



10 RÉDUIRE LES INÉGALITÉS DANS LES PAYS ET D'UN PAYS À L'AUTRE

Les appuis de L'Initiative seront accordés aux pays éligibles aux subventions du Fonds mondial, pays prioritaires de l'aide publique au développement française, membres et/ou observateurs de l'Organisation internationale de la francophonie, et serviront à aider les populations touchées de manière disproportionnée par les trois maladies.



16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES

Les appuis de L'Initiative serviront, d'une part, à financer une participation inclusive et multipartite aux prises de décisions concernant la santé, et d'autre part, à renforcer la capacité des groupes de la société civile à demander des comptes à leurs gouvernements à travers des actions de sensibilisation et un suivi au niveau communautaire.



17 REVITALISER LE PARTENARIAT MONDIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le succès de L'Initiative repose sur son pilier de partenariat avec les individus, les pays et d'autres institutions.



Le contexte actuel

Les défis de la lutte contre le VIH/sida, la tuberculose, le paludisme

Depuis 2000, l'effort collectif autour du partenariat « Fonds mondial » a permis de sauver plus de 32 millions de vies et d'étendre l'accès aux soins de santé aux communautés les plus touchées par le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme. Les taux de mortalité liés à la tuberculose et au paludisme ont chuté de 42 % et de 60 % et en 2017, 62 % des adultes et 54 % des enfants vivant avec le VIH suivaient un traitement antirétroviral.

Ces résultats impressionnants ont contribué à renforcer les systèmes de santé locaux, en premier lieu en vidant les lits d'hôpitaux des malades qui y mourraient mais aussi en appuyant les chaînes d'approvisionnement, en équipant les laboratoires, etc. Par ailleurs, ces résultats ont été obtenus grâce aux dynamismes de communautés entières, tant d'un point de vue social qu'économique.

Ne pas relâcher les efforts

Pour autant, le combat est loin d'être gagné : aujourd'hui encore, ces trois pandémies tuent près de 9 000 personnes par jour. Chaque jour, près de mille adolescentes et jeunes femmes sont infectées par le VIH, un enfant meurt du paludisme toutes les deux minutes, et la tuberculose est la maladie infectieuse la plus meurtrière à l'échelle mondiale.



VIH-Sida

Depuis les années 1990, le nombre de décès liés au VIH/sida a été réduit de moitié.

Cependant, à ce jour, près de 30 % des personnes vivant avec le virus ignorent leur statut sérologique. Le nombre de nouvelles infections à VIH est en hausse parmi certaines populations clés, dont certaines sont marginalisées, discriminées voire criminalisées, et n'ont accès ni à la prévention ni aux soins (les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, les personnes transgenres, les usagers de drogues, les travailleurs-ses du sexe).

Les jeunes filles sont très touchées : en Afrique subsaharienne, 75 % des nouvelles infections les concernent. C'est pourquoi pour éradiquer le VIH, il est primordial de lutter contre les inégalités de genre, contre la criminalisation des groupes marginalisés, et de démedicaliser le dépistage grâce aux acteurs communautaires pour toucher les populations les plus difficiles d'accès.

A ceci s'ajoute **une autre problématique émergente : la résistance aux antiviraux gagne du terrain.**

En Afrique subsaharienne, plus de 10 % des personnes qui entament un traitement antirétroviral sont porteuses d'une souche du VIH qui résiste aux médicaments les plus couramment utilisés.



POUR EN SAVOIR PLUS :

<https://www.initiative5pour100.fr/eradiquer-lepidemie-du-vihsida>



1,7 millions de nouvelles infections à VIH en 2018.

Près de 1 000 filles et jeunes femmes sont infectées par le VIH chaque jour.

24,5 millions de personnes sous traitement antirétroviral contre le VIH (juin 2019) mais 14 millions d'autres en ont d'urgence besoin. Les décès liés au sida ont été estimés à 770 000 en 2018.

Tuberculose

La tuberculose est l'une des 10 premières causes de mortalité dans le monde et la principale cause de mortalité par maladie infectieuse, entraînant 1,5 million de décès.

Chaque année, plus de 4 millions de cas ne sont pas détectés, ce qui favorise la transmission ininterrompue de la maladie. L'OMS estime à 484 000 le nombre de nouveaux cas présentant une résistance à la rifampicine – le médicament de première intention le plus efficace, dont 78 % sont des cas de tuberculose multi résistante.

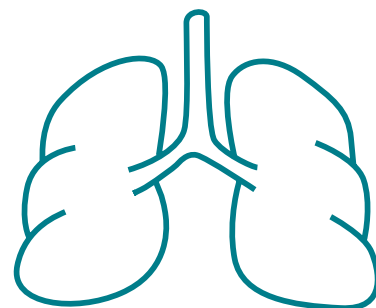
À l'échelle mondiale, l'incidence de la tuberculose diminue d'environ 2 % par an.

Le taux de recul annuel doit être de 4 à 5 % si l'on veut atteindre les jalons fixés à 2020 dans la Stratégie pour mettre fin à la tuberculose. En 2018, le plus grand nombre de cas nouveaux a été enregistré dans la Région de l'Asie du Sud-Est, avec 44 % de cas nouveaux, suivie de la Région africaine, avec 24 % de cas nouveaux, et du Pacifique occidental avec 18 %. Les personnes vivant avec le VIH ont 20 fois plus de risques de développer une tuberculose évolutive que les autres.



POUR EN SAVOIR PLUS :

<https://www.initiative5pour100.fr/diagnostiquer-et-traiter-tuberculose>



En 2018, 10 millions de personnes ont contracté la tuberculose et 1,5 million en sont mortes (dont 251 000 porteurs du VIH).

7 millions de personnes bénéficient de traitements antituberculeux indispensables, mais trois millions en sont toujours privées.

Paludisme

Au niveau mondial, le nombre de cas de paludisme est estimé à 228 millions en 2018 contre 251 millions en 2010 et 231 millions en 2017.

La plupart des cas (93 %) ont été enregistrés en 2018 dans la région africaine de l'OMS. Au niveau mondial, le nombre de décès dus au paludisme a été estimé à 405 000 en 2018, contre 416 000 en 2017 et 585 000 en 2010.

Les enfants de moins de 5 ans sont les plus vulnérables : en 2018, ils ont représenté 67 % des décès associés au paludisme dans le monde.

En parallèle, des efforts importants ont été déployés en Asie du Sud-Est pour prévenir la propagation des résistances aux antipaludiques, avec un succès impressionnant, puisque les cinq pays du Grand Mékong ont vu la mortalité baisser de 95 % et le nombre de nouveaux cas de 76 % entre 2010 et 2018.



POUR EN SAVOIR PLUS :

<https://www.initiative5pour100.fr/documenter-lutte-contre-paludisme>



Toutes les 2 minutes,
un enfant meurt du paludisme.

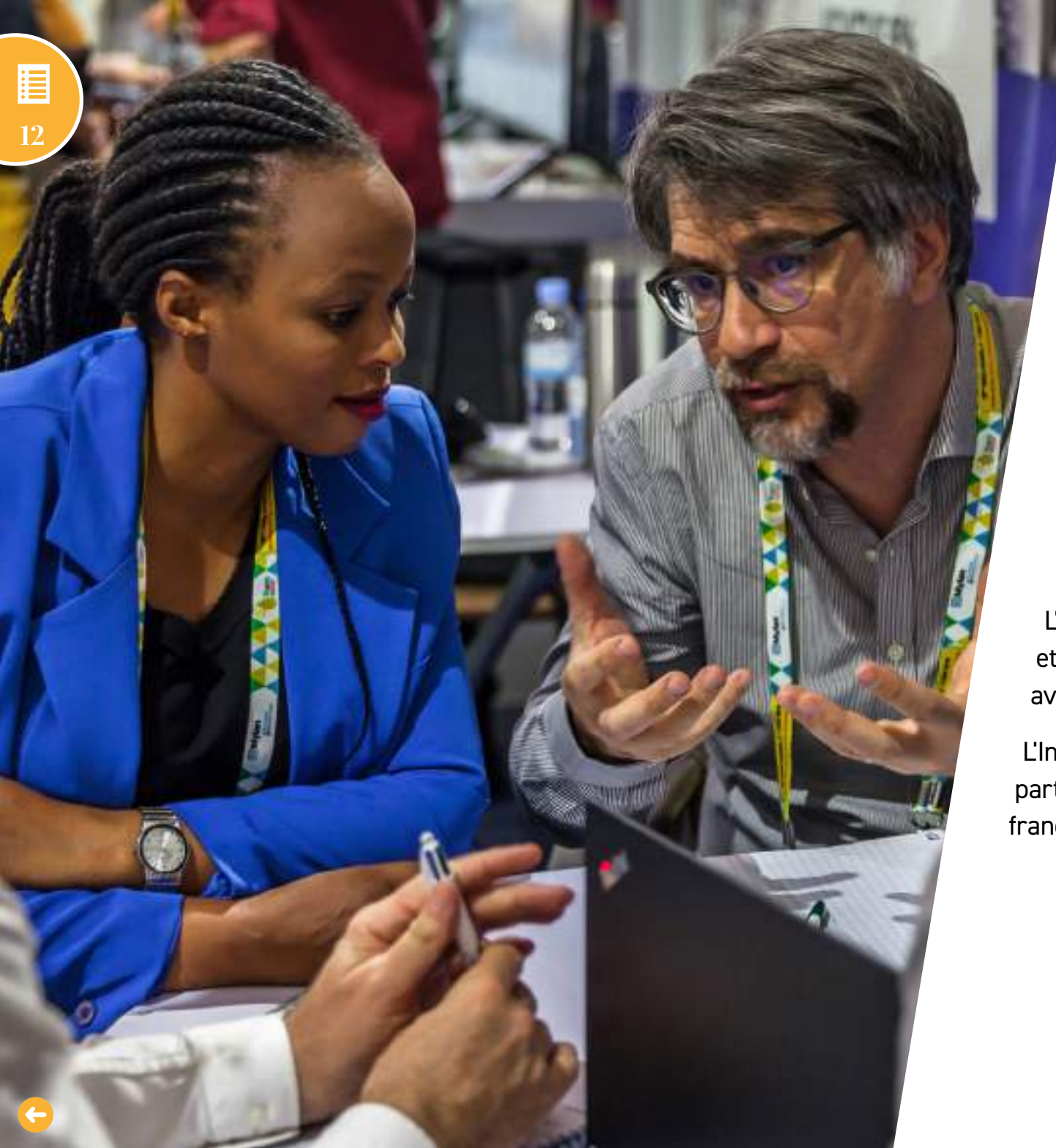
228 millions de personnes
touchées dans le monde en 2018.



Vision, mission et valeurs

La stratégie de L'Initiative propose un programme ambitieux pour le triennum 2020-2022.

Elle s'appuie sur une vision, une mission, des valeurs, quatre piliers et objectifs stratégiques.



Vision

Accès à la santé pour toutes et tous et élimination des pandémies de VIH-sida, de tuberculose et de paludisme

Mission

L'Initiative contribue au renforcement des systèmes pour la santé et à la mobilisation contre les pandémies, en complémentarité avec les missions du Fonds mondial, et de façon durable.

L'Initiative intervient dans un nombre limité de pays éligibles et est partie prenante d'une équipe France rassemblée, dans un monde francophone valorisé.



Valeurs



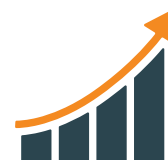
Partenariat



Approche par les droits,
centrée sur les communautés



Appropriation par les acteurs



Actions basées
sur des données probantes



Égalité de genre,
inclusion et diversité



Réduction impact
climat et environnement





Les piliers stratégiques

Les piliers stratégiques décrivent la manière dont L'Initiative entend collaborer avec ses partenaires afin que la lutte contre les pandémies à l'échelle mondiale et dans les pays soit inclusive, efficace et durable.

Les objectifs stratégiques précisent la feuille de route de L'Initiative dans le cadre de sa riposte contre les pandémies.





Mobiliser les compétences

Force est de constater que tous les pays ne réalisent pas des progrès à la même vitesse. Les résultats de la lutte contre les pandémies présentent également des disparités importantes.

Dans le monde francophone, notamment en Afrique de l'Ouest et centrale, il existe des contextes et des difficultés qui peuvent expliquer ces retards et qui nécessitent un accompagnement technique adapté. Il s'agit ici de permettre tout d'abord la facilitation de l'obtention des financements nécessaires auprès du Fonds mondial (action sur la préparation d'un nouveau cycle de financement en amont des subventions).

Puis, il s'avère indispensable d'agir sur les goulots d'étranglement, les faiblesses, les insuffisances structurelles ou encore en matière de compétence des acteurs de mise en œuvre et de leurs partenaires dans les pays. Cela concerne tant les acteurs institutionnels que la société civile, impliquée tout comme le monde de la recherche dans la lutte contre les pandémies.

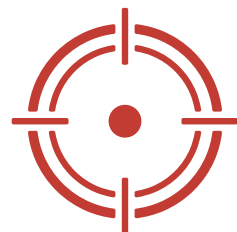
En conséquence, une offre d'appui technique de haut niveau peut s'avérer nécessaire, pour des durées variées et sous des formes adaptées, à la condition que cet appui technique fasse l'objet d'une demande formulée par le pays lui-même, via l'une de ses parties prenantes et dans un souci de coordination entre partenaires, incluant la gouvernance du Fonds mondial (CCM).

L'Initiative fournit une assistance technique (AT) qui favorise l'accès optimal aux programmes du Fonds mondial et contribue à l'amélioration de l'efficacité des subventions du FM, en intégrant la dimension du genre.

L'A.T. est mise en œuvre, après consultation du FM, du réseau diplomatique et des partenaires, et l'approbation par le COFIL, sur demande des parties prenantes des pays éligibles, avec un effort renforcé de planification et d'intégration du genre.

Dans les pays les plus prioritaires croisant les critères de l'APD française et les critères du Fonds mondial des dispositifs d'assistance technique renforcés peuvent être mis en place, ouvrant la voie à un impact durable, et à une co-construction des compétences locales, notamment sur les thématiques saillantes (Unité de gestion favorisant l'appropriation pays et la bonne utilisation des fonds ; gestion des approvisionnements et des stocks des produits de santé (GAS) ; ...)

Les missions d'assistance technique bénéficient d'un suivi-évaluation, y compris des experts, en conformité avec les critères qualité de l'Initiative.



Soutenir des projets catalytiques

Dans chacun des pays éligibles, ou parfois dans des ensembles régionaux, le Fonds mondial intervient dans des contextes d'une très grande disparité en matière de dynamique et de performance. Les systèmes de santé sont d'un niveau variable, avec des piliers plus ou moins solides. L'écosystème du Fonds mondial ne parvient pas toujours à mettre en œuvre de façon efficiente et efficace les activités sans une évolution de l'environnement du pays, sur une thématique particulière.

Pour cela, un soutien à la fois complémentaire et en appui au Fonds mondial s'avère nécessaire, en particulier autour de trois grands sujets : le renforcement des systèmes pour la santé (y compris les systèmes communautaires), l'accès

aux services des populations les plus vulnérables et enfin, dans le domaine de la recherche opérationnelle, l'articulation entre la recherche scientifique et la mise en œuvre d'activités innovantes et adaptées.

En mettant en place des opportunités de financement, il devient possible d'autoriser des évolutions des pratiques de santé et/ou des politiques de santé. Cela peut permettre d'indiquer également des solutions pour les futurs financements du Fonds mondial, dans un souci de passage à l'échelle. Il s'agit d'une condition essentielle pour une utilisation optimale des investissements du Fonds mondial tout en leur permettant de progresser vers la couverture santé universelle (CSU).

- L'Initiative appuie des programmes à moyen terme à visée catalytique, afin de faire évoluer les pratiques et les politiques de santé.
- L'Initiative appuie l'écosystème du Fonds mondial et de la lutte contre les pandémies, avec une attention particulière aux acteurs locaux et nationaux.
- L'Initiative promeut l'intégration du genre dans tous les projets.

Les modalités d'accès à ces appuis financiers sont :

- des appels à projets d'intervention et de recherche opérationnelle ;
- des accords de gré à gré pour des programmes pilotes à visée politique, stratégique et/ou scientifique.

Ces projets font systématiquement l'objet en amont, dans leur mise en œuvre et en clôture d'un suivi, d'audits, d'une évaluation (dont une mesure d'impact) et, le cas échéant d'une capitalisation et d'une valorisation, en conformité avec les critères qualité de L'Initiative.





Produire et partager des connaissances

Un corpus riche de documentations et d'informations est disponible au niveau de l'Initiative. Ces ressources sont obtenues à travers les sollicitations d'appuis techniques et demandes de financements et grâce à des éléments précieux de contexte et de problématisation fournis par les différentes parties prenantes des pays.

En complément, grâce à des outils permettant un suivi accru, une évaluation dynamique (guidant le pilotage et l'apprentissage), et même, dans certains cas, des formes riches de capitalisation, une somme de connaissances est de plus en plus disponible.

Pour que ces informations deviennent des connaissances utiles et exploitables, tant par la France que par ses partenaires, y compris le Fonds mondial, elles doivent donner lieu à un travail d'analyse synthétique (thématiques, par pays, etc..) et au service des différentes parties prenantes.

Cette production doit bénéficier aux pays partenaires, aux parties prenantes et plus généralement à tout l'écosystème du Fonds mondial. Elle sera en conséquence diffusée suivant des modalités adaptées, y compris linguistiques.



POUR EN SAVOIR PLUS :

<https://www.initiative5pour100.fr/documents>

L'Initiative recueille le matériel documentaire, d'évaluation, d'audits et de capitalisation dans l'objectif de **produire des analyses, de notes de synthèse ou d'orientations par pays, par région, par thématique dont le genre.**

Ces synthèses contribuent à la **valorisation des connaissances issues ou disponibles** au niveau de l'Initiative.

L'Initiative met en œuvre une **valorisation** des appuis en assistance technique, en projets d'intervention et de recherche opérationnelle et des analyses produites, à des fins de pilotage/apprentissage.

L'Initiative s'attache à en assurer une **diffusion**, lorsque c'est pertinent, dans un objectif de partage, de partenariat et de redevabilité.





Soutenir l'influence des acteurs français ou francophones

L'Initiative est indissociable du soutien de la France au Fonds mondial ; elle en est une des originalités et des forces ; il est donc logique qu'elle soit conviée à prendre part à la délégation française au Fonds mondial, appuyant ainsi le pilotage politique français du Fonds par une connaissance fine des pays les plus prioritaires (tant en matière de succès que d'enjeux ou de difficultés).

C'est une manière d'articuler une vision large indispensable pour l'avenir du Fonds mondial et les préoccupations des pays faisant partie de sa zone prioritaire d'aide au développement. Il s'avère également nécessaire de décloisonner les constats et les enseignements des interventions de L'Initiative, en instituant un partage de savoirs et de connaissances avec le secrétariat du Fonds mondial, de façon plus systématique.

En complément, les efforts d'alignement avec les principes de l'aide d'une part et les autres partenaires techniques et financiers d'autre part devraient être favorisés, pour éviter des duplications, et surtout pour générer des synergies.

- L'Initiative privilégie une approche partenariale avec l'ensemble de l'équipe France, ses partenaires européens, le système des Nations Unies dont l'OMS, ONUSIDA, Unitaïd, le RBM, le Stop-TB, etc.
- L'Initiative participe à la coordination de l'assistance technique et à un appui concerté aux pays par l'intermédiaire du Fonds mondial.
- L'Initiative s'engage sur ses valeurs et ses approches dont le genre auprès de ses partenaires.

L'Initiative participe au travail de différentes instances du Fonds mondial et peut fournir au MEAE une analyse des problématiques rencontrées par les acteurs et les pays.

L'Initiative entretient une relation de rétroaction approfondie avec le secrétariat du Fonds mondial, afin d'autoriser des améliorations dans son suivi des pays, dans ses procédures et pour prévenir et/ou régler des situations susceptibles de porter atteinte à la bonne mise en œuvre des financements du Fonds mondial et à l'objectif d'élimination des épidémies.





Perspectives opérationnelles

Aux côtés de ses partenaires, L'Initiative s'efforcera de mettre en œuvre de manière concrète la stratégie qu'elle s'est fixée, dans le respect de ses valeurs et de ses principes d'intervention.





Mobiliser les compétences

La mobilisation des compétences intervient dans des contextes d'une très grande diversité, tant au niveau du poids des maladies, de la robustesse des systèmes de santé et leur résilience, que de la gouvernance en santé intrinsèque aux pays d'intervention ou vis-à-vis du Fonds mondial, notamment les CCM (ICN).

Cela recouvre l'appui technique autorisant un renforcement des capacités des acteurs nationaux pour l'accès, la gestion et la mise en œuvre des subventions du Fonds mondial.

Pour que l'impact de cette mobilisation des compétences soit maximal et durable, L'Initiative entend investir et encourager des approches différenciées, avec une concentration qui recoupe les zones et les populations où les besoins sont les plus importants.

Toutefois, en raison de la concentration géographique de l'aide publique au développement française, L'Initiative devra savoir s'affranchir de l'approche du Fonds mondial qui investit plus là où la charge de morbidité est la plus élevée. Opérationnellement, il s'agit de ne laisser personne au bord du chemin, y compris dans les pays faiblement peuplés, où le poids des maladies est faible, et sans lesquels les pandémies ne seront pas éliminées. Cela passe par une attention particulière aux épidémies concentrées et aux populations vulnérables.

À cette fin, L'Initiative entend :

■ **GUIDER** sa mobilisation des compétences par une stratégie opérationnelle simple, facilement compréhensible et atteignable, pour mieux servir les acteurs et parties prenantes impliqués dans la lutte contre les pandémies et dans le renforce-

ment des systèmes de santé, y compris sa gouvernance ; cela doit passer soit par un transfert de compétences, soit par une co-construction de ces compétences ;

■ **S'ENGAGER** fortement, dans le cadre du chantier transversal ouvert à Expertise France, dans la qualification rigoureuse des expertises techniques mobilisées, afin de répondre de façon adéquate aux besoins exprimés par les pays, dans le respect de leur diversité et leur spécificité, tout en assurant un suivi et une évaluation des missions réalisées, notamment par une démarche 360° ;

■ **INVESTIR** dans la formation et/ou la sensibilisation des experts, soit sur les thématiques de fond soit sur les valeurs transversales de L'Initiative. Cela pourra prendre la forme de ce qui a déjà été initié sur l'approche genre, par exemple via un webinaire et une sensibilisation avant le départ en mission. Il conviendra ainsi de systématiser l'exigence d'inclusion de l'approche genre dans l'offre d'expertise proposée à L'Initiative par les experts ;

■ **VEILLER** à la féminisation de son vivier d'experts, tant la situation est déséquilibrée sur certaines thématiques. Cela pourra passer par un investissement dans des expert.e.s junior. Une adaptation des offres de mission pourrait faire l'objet d'une réflexion, compte-tenu de l'absence totale de candidature féminine dans certains contextes sécuritaires ;

■ **ANIMER** un réseau d'experts, riche de sa diversité, tant dans ses origines que ses compétences ;

■ **FAVORISER** la poursuite de l'émergence et la reconnaissance de l'expertise locale francophone. Cela passe par la systématisation des offres en binôme (locale et internationale), la promotion des expertises locales vers une dimension internationale, et enfin la reconnaissance que certaines expertises locales doivent être requalifiées en expertise internationale, notamment pour leur rémunération, ce qui pourrait permettre de mieux travailler avec les experts et les acteurs d'un même pays.





Soutenir des projets catalytiques

La mission de bailleur de fonds de L'Initiative mobilise la majorité de ses engagements budgétaires même si c'est la mobilisation de compétence qui reste le principal motif de visibilité.

En terme de mobilisation des ressources humaines de l'équipe de L'Initiative, ce sont également les missions d'appui technique qui mobilisent le plus les ressources humaines, ce qui peut parfois conduire à un suivi plus distancié des projets financés. Dans le même temps, L'Initiative reconnaît qu'une approche unique dans le financement de projets n'est pas forcément adaptée à la diversité des contextes des pays, ni à celle des acteurs, notamment de la société civile. Les appels à projets ouverts suscitent des soumissions de projets d'ONG internationales, très structurées, d'instituts de recherche, de programmes nationaux ou encore d'associations nationales ou locales.

Expertise France est engagée par ailleurs dans une politique visant à maximiser l'impact des investissements (optimisation des ressources et efficacité des programmes) décidés par le comité de pilotage tout en atténuant ou prévenant les risques.

À cette fin, L'Initiative entend :

- **GÉRER** des appels à projets d'intervention et de recherche opérationnelle en cherchant à renforcer leur accessibilité aux acteurs les plus à même de faire évoluer les pratiques et les politiques dans les pays ou les zones d'intervention. Cela passera par des modalités de sélection qui épargnent l'investissement des potentiels porteurs de projets en amont, pour concentrer l'effort sur une plus petite sélection de projets répondant aux critères des appels à projets ;
- **OPTER** pour une attention particulière aux épidémies concentrées et aux populations vulnérables ;
- **DIFFÉRENCIER** la politique de cofinancement, notamment entre structures françaises et structures locales ;
- **ANCERER** les projets dans la double perspective d'un impact sur les résultats du Fonds mondial et d'une éventuelle poursuite des activités sur financement du Fonds mondial ;
- **INVESTIR** dans l'accompagnement d'acteurs pour lesquels des besoins ont été identifiés durant les phases d'instruction ou de négociation des subventions, en particulier sur la gestion financière, la structuration et la gouvernance, etc. Des compétences spécifiques seront alors mobilisées, en interne ou via une requête ad-hoc ;
- **RÉFLÉCHIR** à l'aide à la structuration des organisations de la société civile dans la perspective d'un renforcement de ces acteurs comme sous-réceptaire ou réceptaire principal ;
- **FORMALISER** l'identification, la sélection, le soutien et le suivi des projets pilotes.

Il s'agit de contribuer à l'amélioration des environnements (institutionnels, politiques, sociaux...) dans lesquels les subventions du Fonds mondial sont mises en œuvre, particulièrement en agissant pour le renforcement des systèmes de santé (national et communautaire).





Produire et partager des connaissances

Afin de mieux contribuer à la fois à la pérennisation des programmes de lutte contre les pandémies dans les pays, aux efforts de renforcement des systèmes de santé et à la convergence vers la couverture santé universelle, L'Initiative doit favoriser une meilleure compréhension et analyse des situations des pays.

Cela touche tous les sujets ayant trait à la lutte contre les pandémies, y compris l'environnement et l'écosystème du Fonds mondial, la mobilisation des ressources nationales, l'ajustement des méthodes et procédures du secrétariat du Fonds mondial, l'alignement avec les autres partenaires techniques et financiers.

Il s'agit ici de favoriser une documentation des enjeux, des améliorations souhaitables, mais également des succès et des opportunités de partage ou de capitalisation, à travers une plus grande ambition dans le suivi-évaluation, et une contribution assumée aux réflexions internes et externes, notamment scientifique, de l'écosystème du Fonds mondial.

Cela nécessite de promouvoir les connaissances issues des activités soutenues ou mises en œuvre par L'Initiative, dont l'adoption d'approches innovantes étayées par des données probantes au service de la lutte contre les pandémies.

À cette fin, L'Initiative entend :

- **SE DOTER** d'une équipe dédiée au sein d'une unité de suivi-évaluation-capitalisation (SEC) qui mobilisera les activités afférentes ;
- **DÉFINIR** une stratégie de suivi-évaluation et de capitalisation, adaptée à chacune des modalités de L'Initiative ;
- **UTILISER** le cadre de performance et ses indicateurs clés pour soutenir le pilotage de L'Initiative (tant par l'équipe que par le comité de pilotage), et favoriser, tant pour L'Initiative que pour ses partenaires l'utilisation de ces outils pour promouvoir les apprentissages ;
- **ENTREPRENDRE** de manière adaptée une activité d'analyse, basée sur la documentation disponible notamment au niveau de L'Initiative, sur des aspects thématiques et/ou géographiques nécessaires pour l'équipe France et/ou faisant l'objet d'une requête de la part tant du comité de pilotage que du MEAE ;
- **DIFFUSER**, de façon appropriée, la production de connaissances décrite ci-dessus, en particulier en se saisissant des opportunités offertes par les conférences régionales et internationales, les publications scientifiques, etc.



POUR EN SAVOIR PLUS :

<https://www.initiative5pour100.fr/documents>





Soutenir l'influence des acteurs français ou francophones

L'Initiative contribue à articuler l'action multilatérale et bilatérale de l'aide française en matière de lutte contre les trois pandémies, en déployant une expertise française et/ou francophone adaptée aux besoins des pays, en finançant des projets catalytiques afin de faire évoluer les pratiques et les politiques de santé, en appuyant l'écosystème du Fonds mondial et de la lutte contre les pandémies, et en produisant des connaissances.

Dans le prolongement de ces activités, L'Initiative est partie prenante du pilotage français du Fonds mondial, et sert ce travail avec ses perspectives propres et originales. Elle complète ainsi le dispositif français de riposte aux pandémies, et plus largement contribue à la mise en œuvre de la stratégie française en santé mondiale.

À cette fin, L'Initiative entend :

- **PARTICIPER** activement à la délégation française au Conseil d'administration du Fonds mondial, sur invitation du MEAE, tant dans la préparation des réunions que dans les autres instances techniques et stratégiques du Fonds mondial, et en lien très étroit avec sa tutelle, assurée par le MEAE ;

- **DÉVELOPPER** les interactions avec l'Agence Française de Développement, dans une approche groupe (en amont et après l'intégration d'Expertise France au sein du groupe Agence française de développement/AFD), tant au niveau de la Division Santé et protection sociale (SAN) que de la Division des partenariats avec les Organisations de la société civile (OSC) ;

- **ANIMER** un dialogue approfondi avec le secrétariat du Fonds mondial, fondé sur des données probantes, des connaissances et des analyses récoltées et produites en interne, afin d'autoriser des améliorations dans son suivi des pays, dans ses procédures et pour prévenir et/ou régler des situations susceptibles de porter atteinte à la bonne mise en œuvre des financements du Fonds mondial et à l'objectif d'élimination des épidémies ;

- **PROMOUVOIR** la participation et la représentation du monde francophone au sein des instances du Fonds mondial et plus largement des espaces et événements internationaux en lien avec la lutte contre les trois pandémies ;

- **CONTRIBUER** à l'effort de coordination et d'alignement des partenaires techniques et financiers du Fonds mondial, tant au niveau de Genève que des pays. Ainsi, elle vise toujours à prévenir les risques de duplication mais surtout recherche des opportunités de synergies, au bénéfice des pays et des populations.

Il s'agit de rendre possible un retour d'expérience et d'information auprès du Fonds mondial et de contribuer au pilotage français du Fonds mondial.





Cadre de performance

Tout progrès vers la réalisation d'un de ces objectifs stratégiques a une influence sur les autres objectifs.

La progression dans la mise en œuvre de cette stratégie sera mesurée par des indicateurs-clés de performance à tous les niveaux de la mise en œuvre des subventions et/ou appuis de L'Initiative.



Cadre de résultats



Favoriser l'accès optimal aux financements du Fonds mondial.



Contribuer à l'amélioration de l'efficacité des subventions du FM : le rapport entre les moyens du Fonds mondial mobilisés et la contrepartie financière nationale d'une part et les résultats obtenus d'autre part est optimal.



Favoriser l'évolution des pratiques et des politiques en rapport aux systèmes de santé et à la lutte contre les pandémies à tous les niveaux des systèmes pour la santé.



Contribuer à partir d'un mécanisme de synthèse des connaissances, au pilotage français du Fonds mondial et à la dynamique partenariale pour l'alignement des acteurs dans la lutte contre les maladies et le renforcement des systèmes pour la santé afin d'atteindre la couverture santé universelle.

IMPACT SUR LA SANTÉ MONDIALE

Les systèmes pour la santé des pays éligibles se renforcent et prennent le chemin vers la CSU.
La lutte contre les pandémies enregistre des progrès y compris pour les populations les plus vulnérables.

IMPACT SUR LA GOUVERNANCE DU FONDS MONDIAL

La gouvernance du Fonds mondial et d'autres initiatives en santé s'inspirent et bénéficient des contributions de L'Initiative.
Les partenaires techniques et financiers internationaux poursuivent leurs efforts d'alignement pour améliorer la santé des populations, intégrant l'objectif d'élimination notamment pour le VIH, la tuberculose et le paludisme.

IMPACT SUR LES ACTEURS AU NIVEAU DES PAYS

Les parties prenantes (privées et publiques) dans les pays s'approprient le dispositif et les résultats/impacts des activités de L'Initiative.
Les résultats documentés des actions de L'Initiative s'intègrent dans les stratégies nationales.



Contribution à l'impact sur la santé mondiale

Les systèmes pour la santé des pays éligibles se renforcent et prennent le chemin vers la CSU. La lutte contre les pandémies enregistre des progrès y compris pour les populations les plus vulnérables.

Des indicateurs clés de performance (ICP) stratégiques mesureront la contribution de L'Initiative sur la santé mondiale. Ils se concentreront sur les moments clés qui ont un impact : de l'engagement de L'Initiative à la clôture des subventions et missions, jusqu'aux changements de comportements escomptés, la mise à l'échelle des leçons apprises et donc de l'impact final sur les systèmes de santé et les populations.

La mesure et le suivi de cette famille d'indicateurs permettront de valoriser la contribution de L'Initiative au renforcement des systèmes pour la santé et aux progrès enregistrés dans la lutte contre les pandémies y compris pour les populations les plus vulnérables.

Indicateurs clés de performance

- Nombre de personnes bénéficiant des projets (activités) visant à corriger les inégalités d'accès aux services : désagrégation par type d'interventions (prévention, dépistage, etc.), par composante, par genre, par type de populations, par pays CICID et autres pays éligibles dont typologie pays du Fonds mondial (HI, COE, others), par type de porteur (ONG, ONG française, Prog. Nationaux, etc.) ;

- Nombre de personnes bénéficiant des projets (activités) visant à renforcer les systèmes de santé : désagrégation par pilier RSS (cf. WHO), par composante, par genre, par pays CICID et autres pays éligibles dont typologie pays du Fonds mondial (HI, COE, ...), par type de porteur (ONG, ONG française, Prog. Nationaux, etc.) ;

- Volume de subventions affectées à la réduction de l'inégalité d'accès aux services de santé : désagrégation par pilier RSS (cf. WHO) et par pays CICID/autres pays éligibles, dont typologie pays du Fonds mondial (HI, COE, ...)

- Volume de subventions affectées au renforcement des systèmes de santé : désagrégation par pilier RSS (cf. WHO) et par pays CICID/autres pays éligibles dont typologie pays du Fonds mondial (HI, COE,...)

- Nombre de projets ayant atteint leurs objectifs spécifiques conformément aux accords de subvention des projets.

Impact sur la gouvernance du Fonds mondial

La gouvernance du Fonds mondial et d'autres initiatives en santé s'inspirent et bénéficient des contributions de L'Initiative. Les partenaires techniques et financiers internationaux poursuivent leurs efforts d'alignement pour améliorer la santé des populations, intégrant l'objectif d'élimination notamment pour le VIH, la tuberculose et le paludisme.

Des indicateurs clés de performance stratégiques mesureront les effets et impacts de L'Initiative sur la gouvernance du Fonds mondial. Ils se concentreront sur les moments clés qui ont un impact : de l'engagement de L'Initiative à la clôture des subventions et missions, la production des notes de synthèses et positions, jusqu'aux activités de sensibilisation et de plaidoyer de L'Initiative sur ses leçons apprises et changements de comportements escomptés chez ses partenaires techniques et financiers.

La mesure et le suivi de cette famille d'indicateurs permettront de valoriser la contribution de L'Initiative à l'écosystème du Fonds mondial et à l'alignement des partenaires techniques et financiers pour améliorer la santé des populations, intégrant l'objectif d'élimination notamment pour le VIH, la tuberculose et le paludisme.

Indicateurs clés de performance

- Nombre de participations de L'Initiative à des groupes de travail organisés par le FM et/ou autres PTF en lien avec les 3 pandémies ;

- Nombre de documents, de synthèses thématiques et/ou transversales, d'articles scientifiques, de tribunes produits et diffusés auprès des PTF, et/ou du Fonds mondial, et/ou du MEAE ;

- Nombre d'avis et de recommandations de L'Initiative portés par le MEAE et la délégation française au sein du FM pour une influence au Fonds mondial ;

- Nombre de symposiums, colloques et/ou d'ateliers de restitution en vue promouvoir des pratiques et/ou politiques issues de projets ou missions soutenus par L'Initiative ;

- Évaluation de la satisfaction des porteurs de projets et des demandeurs d'AT par rapport au mécanisme de L'Initiative (Sondage annuel sur la relation avec L'Initiative) ;

- Nombre de documents publiés, diffusion et consultations des documents/publications, notamment sur le site Internet ;

- Nombre de citations de L'Initiative dans les médias (désagrégation France, pays éligibles).





Impact sur les acteurs au niveau des pays

Des projets de L'Initiative à haut impact et coût-efficaces sont mis à l'échelle. Les leçons apprises de L'Initiative sont prises en compte dans les politiques de santé. Les systèmes pour la santé et les politiques de santé s'améliorent et tendent vers la CSU.

Des Indicateurs clés de performance stratégiques mesureront les effets et impacts de L'Initiative sur les acteurs au niveau des pays. Ils se concentreront sur les moments clés qui ont un impact: de l'engagement de L'Initiative à la clôture des subventions et missions jusqu'aux changements de comportements escomptés chez les acteurs dans les pays.

La mesure et le suivi de cette famille d'indicateurs permettront de valoriser la contribution de L'Initiative à la mise à l'échelle des projets et à l'amélioration des systèmes pour la santé et des politiques de santé.

Indicateurs clés de performance

- Nombre de projets/missions AT où sont impliqués/partenaires : la société civile, les programmes nationaux, les CCM ;
- Nombre de politiques, d'amendements et de recommandations nationales ayant intégré les préconisations des projets et des missions ;
- Nombre de projets ayant bénéficié d'un passage à échelle au niveau national ou répliqués ;
- Nombre de nouveaux acteurs nationaux qui deviennent SSR, SR, PR nationaux par pays (pour les acteurs soutenus via au moins 1 mission/projet) ;
- Volume de subventions octroyées par le Fonds mondial grâce aux missions d'AT spécifiques à l'élaboration des demandes de financement (en amont des subventions) ;
- Nombre d'institutions publiques ayant bénéficié d'actions de renforcement de capacités ;
- Nombre d'acteurs (désagrégé par statut : structure publique, OSC, CCM, autre) ayant bénéficié d'actions de renforcement de capacités ;
- % de projets et de missions d'AT ayant au moins le marqueur genre 1 ou 2 de l'OCDE.

Index des sigles et acronymes

AFD	Agence française de développement	HUMA	Sous-direction du développement humain du MEAE
AT	Assistance technique (missions du Canal Expertises de L'Initiative)	MEAE	Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
Aviesan	Alliance pour les sciences de la vie et de la santé	OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
CCM/ICN	Country Coordinating Mechanisms/Instances de coordination nationale	ODD	Objectif de développement durable
CICID	Comité interministériel de la coopération internationale et du développement	OMS/WHO	Organisation mondiale de la santé/World Health Organization
COE	Challenging operating environment/Pays à environnements complexes	ONG	Organisation non gouvernementale
Copil	Comité de pilotage	ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
CSU	Couverture santé universelle	OSC	Organisations de la société civile
DDD	Direction du développement durable	PR	Principal bénéficiaire
DGM	Direction générale de la mondialisation, de la culture, de l'enseignement et du développement international du MEAE	SR	Sous-bénéficiaire
DPO	Délégation des programmes et des opérateurs du MEAE	PTF	Partenaire technique et financier
EF	Expertise France	RBM	Roll Back Malaria Partnership/Partenariat Roll Back Malaria
FM	Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme	RSS	Renforcement des systèmes de santé
GAS	Gestion des approvisionnements et des stocks des produits de santé	SAN	Division Santé et protection sociale de l'AFD
GIZ	L'agence allemande pour la coopération internationale (GIZ)	SEC	Unité de suivi évaluation et capitalisation
HI	High Impact/Pays à fort impact	SIDA	Syndrome d'immunodéficience acquise
		SSR	Santé sexuelle et reproductive
		Stop Tb	Stop Tuberculosis Partnership/Partenariat Stop TB
		Unitaid	Agence de l'innovation en santé mondiale
		VIH	Virus de l'immunodéficience humaine



Contacts

L'Initiative

Expertise France
73, rue de Vaugirard
75006 PARIS
01 70 82 70 82



www.initiative5pour100.fr

Suivez-nous sur les réseaux sociaux de L'Initiative



Inscrivez-vous à notre newsletter « La Nouvelle Initiative »

Crédits photographiques : p. 1, 4, 7-10, 14, 24, 28 : Anna Surinyach/Expertise France || p. 2, 12, 27 : Natalia Jidovanu/Expertise France || p. 5 : Médecins du Monde Madagascar || p. 11 : Rijasolo/Expertise France || p. 13 : Renaud Boulet/Médecins du Monde || p. 19 : PHPT Research Unit || p. 26 : Institut Pasteur Laos || p. 30 : Julien Dijoux/Expertise France.